question de la demande et de l'offre de matières premières et d'autres moyens de production,

Estimant que les besoins économiques et sociaux des pays sous-développés demandent que l'on aborde l'ensemble des problèmes économiques qui se posent dans le monde,

Notant avec satisfaction les divers efforts multilatéraux ou bilatéraux qui ont été faits pour répondre à certains des besoins urgents des pays sous-développés,

Notant en outre que, en vertu de la résolution 741 (XXVIII) du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1959, le Secrétaire général doit soumettre un rapport sur les techniques de prévision économique à long terme,

1. *Estime* qu'une étude complète, coordonnée et continue des problèmes indiqués ci-dessus est nécessaire pour permettre l'examen de suggestions en vue d'une action internationale éventuelle;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre des dispositions pour faire exécuter une enquête préliminaire sur les méthodes et les techniques à suivre pour effectuer une telle étude;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de faire rapport à ce sujet au Conseil économique et social, lors de sa trentième session, et prie le Conseil de communiquer ce rapport, accompagné de ses observations, à l'Assemblée générale, lors de sa quinzième session.

846ème séance plénière,
5 décembre 1959.

1429 (XIV). Développement de la coopération scientifique et technique et des échanges d'expérience

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1301 (XIII) du 10 décembre 1958, relative aux mesures tendant à instaurer et à promouvoir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats, et sa résolution 1260 (XIII) du 14 novembre 1958, relative à la coordination des résultats de la recherche scientifique, ainsi que les résolutions 727 A (XXVIII) et 740 C (XXVIII) du Conseil économique et social, en date des 27 et 31 juillet 1959, qui ont trait respectivement aux mesures à prendre par l'Organisation des Nations Unies en vue de favoriser l'échange international de renseignements sur l'expérience acquise dans les domaines scientifique et technique et au développement économique des pays sous-développés,

Consciente de l'importance de la coopération économique internationale pour le renforcement des relations pacifiques entre les nations,

Reconnaissant l'intérêt particulier qu'il y aurait à favoriser davantage les échanges mutuels d'expérience scientifique et technique pour le développement économique, et l'importance d'une élévation constante de la productivité et des niveaux de vie dans le monde entier, en particulier dans les pays peu développés qui ont un grand besoin d'assistance de ce genre,

Notant avec satisfaction les efforts déployés et les résultats obtenus jusqu'ici, en ce qui concerne la réalisation de ces échanges sous différentes formes, dans les organes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les commissions économiques régionales, et dans les institutions spécialisées,

Considérant le rôle et les activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la

culture dans le domaine de la coopération scientifique,

Considérant en outre qu'il est souhaitable d'intensifier encore cette coopération, en particulier dans le domaine de la science appliquée et de la technologie industrielle,

1. *Souligne* l'intérêt qu'il y aurait à augmenter les échanges internationaux d'expérience scientifique et technique, et invite spécialement les pays les plus avancés dans les domaines économique et technique à donner leur aide et leur appui aux pays peu développés afin de leur permettre d'acquérir les connaissances scientifiques et techniques qui rendraient possibles un développement et une élévation des niveaux de vie plus rapides;

2. *Recommande* aux gouvernements des Etats Membres d'encourager de nouveaux échanges d'expérience scientifique et technique entre les pays et d'appuyer, dans toute la mesure possible, l'action internationale entreprise à cette fin;

3. *Prie* le Secrétaire général de rechercher, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres institutions spécialisées compétentes et l'Agence internationale de l'énergie atomique, compte tenu de l'étude entreprise en application de la résolution 1260 (XIII) de l'Assemblée générale, les possibilités de poursuivre le développement utile et souhaitable des contacts internationaux et de procéder à un échange de connaissances et d'expérience dans les domaines de la science appliquée et de la technologie, et l'invite à examiner si le dispositif qui existe actuellement, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, pour la coopération technique et la diffusion des procédés scientifiques, techniques et industriels est suffisant;

4. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport sur la question au Conseil économique et social, lors de sa trente et unième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa seizième session.

846ème séance plénière,
5 décembre 1959.

1430 (XIV). Marché commun latino-américain

L'Assemblée générale,

Tenant compte de la section I de la résolution 679 C (XXVI) du Conseil économique et social, en date du 10 juillet 1958, dans laquelle le Conseil a estimé souhaitable qu'un marché régional de l'Amérique latine soit graduellement et progressivement créé dans des conditions de concurrence multilatérale,

Prenant note de la résolution 6 (II) du Comité du commerce de la Commission économique pour l'Amérique latine, en date du 19 mai 1959, contenué dans le rapport du Comité que la Commission a approuvé par sa résolution 168 (VIII) du 22 mai 1959 et dans laquelle le Comité a décidé d'intensifier les efforts déployés pour assurer une coopération économique plus étroite entre les pays de la région, en vue de l'établissement d'un marché commun latino-américain,

Considérant que, lorsque le Conseil économique et social, à sa vingt-huitième session, a examiné le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine⁹, le rôle joué par la Commission dans l'élaboration de plans pour la création d'un marché commun dans la région a été accueilli avec satisfaction,

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément No 4 (E/3246/Rev.1).

1. *Exprime l'espoir* que le marché commun latino-américain sera organisé de telle manière qu'il contribuera à augmenter et à diversifier les échanges commerciaux, tant entre les pays de l'Amérique latine eux-mêmes qu'entre ces pays et les autres régions du monde, ainsi qu'à accélérer le développement économique de chacun des pays de l'Amérique latine et de l'ensemble de la région, ce qui aura pour effet d'élever le niveau de vie des populations;

2. *Exprime sa satisfaction* de l'œuvre que la Commission économique pour l'Amérique latine accomplit dans ce sens;

3. *Recommande* à la Commission économique pour l'Amérique latine de continuer d'attribuer une priorité élevée aux travaux qu'elle poursuit dans ce domaine.

846ème séance plénière,
5 décembre 1959.

1431 (XIV). Commission du développement industriel

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 521 (VI) et 522 (VI) du 12 janvier 1952 et 1033 (XI) du 26 février 1957, ainsi que les résolutions 461 (XV), 560 (XIX), 597 A (XXI), 618 (XXII), 649 A (XXIII), 674 A (XXV) et 709 (XXVII) du Conseil économique et social, en date des 23 avril 1953, 7 avril 1955, 4 mai 1956, 6 août 1956, 2 mai 1957, 1er mai 1958 et 17 avril 1959,

Tenant compte de la fin énoncée dans le préambule de la Charte des Nations Unies, selon laquelle il convient de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, ainsi que des Articles 55 et 56 de la Charte,

Convaincue que :

a) Le taux élevé de l'accroissement démographique dans un certain nombre de pays sous-développés exige une accélération du développement industriel des pays sous-développés pour que le taux d'expansion de leur production puisse atteindre un niveau de plus en plus élevé et dépasser ainsi le taux d'accroissement de leur population,

b) L'industrialisation aidera les pays sous-développés à diversifier leur économie et leur assurera une structure économique et sociale mieux équilibrée et un taux élevé de développement économique,

c) Il importe d'arriver au stade où le développement économique devient autonome et rend possible de réinvestir au maximum le surcroît de revenus,

Reconnaissant que, en raison de l'instabilité des recettes en devises des pays sous-développés, due aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base et de l'activité économique générale des pays plus avancés, il importe tout particulièrement d'encourager l'industrialisation comme partie intégrante des programmes ou plans de développement,

Persuadée que l'accélération du développement industriel des pays sous-développés qui résultera de la diversification de leur structure économique contribuera à assurer l'expansion de l'économie mondiale,

Considérant que le processus du développement industriel demande une plus large diffusion des connaissances techniques avancées dont les pays sous-développés ne disposent pas actuellement dans la mesure voulue,

Notant avec satisfaction l'activité des commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'expansion économique et l'industrialisation dans leurs régions respectives,

Convaincue de la nécessité d'accroître les moyens par lesquels l'Organisation des Nations Unies fournit des conseils, des informations et une assistance aux pays sous-développés pour la planification et la réalisation de leur développement industriel, d'accélérer le processus d'industrialisation et de tenir l'Assemblée générale au courant du rythme du développement industriel de ces pays,

Recommande que, en conformité de l'Article 68 de la Charte des Nations Unies, le Conseil économique et social étudie, à sa vingt-neuvième session, la possibilité de créer prochainement une commission du développement industriel, sans préjudice de l'activité des commissions économiques régionales dans ce domaine et compte tenu des avis exprimés au cours du débat sur cette question à la présente session de l'Assemblée générale.

846ème séance plénière,
5 décembre 1959.

1432 (XIV). Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour l'exercice 1960

L'Assemblée générale,

Notant que le Comité de l'assistance technique a examiné et approuvé le Programme élargi d'assistance technique pour l'exercice 1960,

1. *Confirme* les allocations de fonds suivantes, autorisées par le Comité de l'assistance technique, aux organisations qui participent au Programme élargi d'assistance technique, ces allocations étant couvertes par les contributions, les ressources générales et les rentrées au titre des dépenses locales :

<i>Organisations participantes</i>	<i>Crédits alloués</i>
	<i>Equivalent en dollars des Etats-Unis</i>
Organisation des Nations Unies	7.160.753
Organisation internationale du Travail	3.393.374
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	8.526.339
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	4.860.645
Organisation de l'aviation civile internationale	1.370.544
Organisation mondiale de la santé	5.494.936
Union internationale des télécommunications	384.082
Organisation météorologique mondiale	411.646
Agence internationale de l'énergie atomique	638.760
	TOTAL 32.241.079

2. *Souscrit* à la décision du Comité d'autoriser le Bureau de l'assistance technique à allouer aux organisations participantes le montant non distribué de 162.162 dollars qui n'est pas compris dans le total ci-dessus, et à apporter aux allocations les changements qu'il jugera nécessaires pour assurer autant que possible l'utilisation pleine et entière des contributions au Programme élargi, à condition que ces changements ne